



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse
auprès des Nations Unies à New York

Permanent Mission of Switzerland to the United Nations in
New York

Seul le texte prononcé fait foi

Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)

Réunion spéciale sur la crise alimentaire mondiale

Déclaration de

S.E. M. Peter Maurer

Représentant Permanent de la Suisse auprès de Nations Unies

Check against delivery

Economic and Social Council of the United Nations (ECOSOC)

Special Meeting on the Global Food Crisis

Statement by

H.E. Mr. Peter Maurer

Permanent Representative of Switzerland to the United Nations

New York, le 20 mai 2008

Monsieur le Président,

La crise alimentaire mondiale à laquelle nous faisons face aujourd'hui n'est pas seulement exceptionnelle par son aspect soudain et généralisé mais aussi parce qu'elle bouscule de nombreuses idées reçues.

La crise actuelle met en lumière le manque de durabilité des politiques agricoles menées durant ces dernières décennies dans de nombreux pays. Trop longtemps, nous nous sommes communément satisfaits de l'idée que les populations urbaines, qui représentent désormais la moitié de l'humanité, seraient capables de vivre des soldes mondiales d'une agriculture "minière", basée sur le seul critère de la productivité et génératrice de surplus permanents. C'était trop compter avec des prix artificiellement déprimés par la surproduction et l'écoulement des excédents de certains pays industrialisés, encouragés par des subventions à l'exportation et par des coûts de transport très abordables. C'était également miser de manière trop exclusive sur le soutien aux cultures d'exportations en tournant le dos à la production vivrière locale et régionale.

Monsieur le Président,

Peut-être faudrait-il résister à la tentation de ne voir dans la tendance actuelle des prix agro-alimentaires qu'une mauvaise nouvelle! Si la hausse des prix agro-alimentaires se confirme dans la durée et ne subit pas de fluctuations erratiques, elle pourrait se révéler une occasion historique de revenir sur le sous-investissement chronique constaté dans l'agriculture vivrière et le développement rural de nombreux pays en développement. La priorité doit ainsi être donnée à la promotion de la production locale à travers un soutien accru aux petites exploitations défavorisées. L'accès aux connaissances, aux ressources génétiques, aux services financiers, aux marchés et aux moyens de production doit être amélioré. Nous

avons besoin d'une agriculture multifonctionnelle qui réponde aux besoins d'approvisionnement alimentaire et qui fournisse des services environnementaux essentiels. Les institutions financières internationales ont ainsi opportunément annoncé une réorientation de leurs investissements vers les infrastructures et services en amont et aval de la production agricole, ouvrant la voie à une augmentation d'investissements privés. La recherche pour l'adaptation des techniques de production et de gestion des ressources naturelles au changement climatique apparaît également comme des vecteurs importants d'investissements futurs. Pour répondre aux besoins croissants de la population mondiale, nous devons irrémédiablement produire plus dans les mois et années à venir. Mais il faudra produire de manière durable en mettant tout en oeuvre pour une gestion adaptée des ressources telles que l'eau, le sol et la biodiversité.

Il est cependant nécessaire de ne pas apporter de réponse purement sectorielle à la crise actuelle. A ce titre, l'engagement de toutes les parties prenantes, et en premier lieu, celui des gouvernements dont les populations sont directement affectées, doit être assuré. La recherche d'une cohérence renforcée de l'action du système des Nations Unies et des institutions financières internationales, dans le court et le long terme, doit également être encouragée, et nous nous réjouissons de la création par le Secrétaire général de la task force inter-agences sur la crise alimentaire mondiale.

Monsieur le Président,

La présente crise alimentaire menace le droit à l'alimentation des personnes les plus vulnérables. Dans le cadre de ses programmes de coopération internationale, la Suisse apporte sa contribution dans le long terme à l'amélioration de la situation des populations les plus pauvres, en particulier dans les régions rurales. Son engagement comprend l'encouragement du développement de politiques nationales de sécurité alimentaire sur la base du droit à l'alimentation pour tous. Son soutien vise la promotion d'une agriculture vivrière durable et le développement des capacités humaines et institutionnelles dans la

recherche agricole des pays en développement. Elle soutient en outre l'émergence d'organisations et de fédérations paysannes en mesure de contribuer aux réflexions stratégiques nationales.

Pour parer au plus pressé, la Suisse a décidé de mettre des moyens financiers supplémentaires ainsi que des experts à la disposition du Programme alimentaire mondial (PAM). Des mesures additionnelles ciblées sont également actuellement à l'étude.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr President,

The world food crisis that we are facing today is exceptional not only because it is sudden and widespread but also because it challenges a large number of common beliefs.

The present crisis highlights the lack of sustainability of the agricultural policies pursued by many countries in recent years. For too long we have all been content with the idea that the urban populations, which now account for half of the world's inhabitants, would be able to live on the global cut-price products of industrial-scale agriculture, which focused solely on the criterion of productivity, and generated permanent surpluses. This was to rely too heavily on prices that were artificially depressed by over-production, and on sales of the surpluses of certain industrialised countries encouraged by subsidies and by cheap transport costs. There was also a too exclusive support for export crops and a corresponding neglect of local and regional production of food crops.

Mr President,

Perhaps we ought to resist the temptation of regarding the current trends for agriculture and food prices as entirely bad news. If food prices continue to rise and are not subject to erratic fluctuations, this could be a historic opportunity to reverse the chronic under-investment in food crops and in rural development in many developing countries. Priority should be given to local promotion and production by providing more support for neglected smallholdings. Access to expertise, to genetic resources, financial services, markets and means of production needs to be improved. We need multi-functional agriculture that responds to needs for food supply and provides essential environmental services.

The international financial institutions have made a timely announcement that they will redirect their investments upstream and downstream from agricultural production, paving the way for additional private investment. Research on the adaptation of production techniques

and the management of natural resources to cope with climate change also appears to be one of the main vectors for future investments. To meet the growing needs of the world population, we will have to produce more in the coming months and years. But it will be necessary to produce in a sustainable manner and to take every possible measure to manage resources such as water, soil and bio-diversity appropriately.

The response to the current crisis should not be purely sectoral. All the parties involved – and above all those governments whose populations are directly affected – must make their contribution. Efforts to strengthen the coherence of measures by the United Nations and by the international financial institutions in the short and the long term must also be encouraged. In this context, we commend the establishment by the Secretary-General of the inter-agency task force on the world food crisis.

Mr President,

The present food crisis threatens the right to food of those who are most vulnerable. In the framework of its international cooperation programme, Switzerland is making a long-term contribution to improving the situation of the poorest populations, especially in rural regions. Its activities also include encouraging the development of national food security policies on the basis of the right to food for all. This support aims to promote the sustainable local food crop production and the development of human and institutional capacities for agricultural research in developing countries. It also backs the establishment of peasant organisations and federations that can contribute to national strategic reflections.

To meet the most immediate needs, Switzerland has decided to make additional funds and experts available to the World Food Programme. Additional targeted measures are currently under consideration.

Thank you Mr President.